

L'ordre avant tout

Par [JFB](#) le lun 12/07/2010 - 13:26

Le nouveau programme du gouvernement relatif à la sécurité intérieure a récemment été annoncé. Entre déclaration de principes et réalité des moyens.

Plus on s'éloigne de la période électorale, plus le programme du nouveau gouvernement se précise. Ce programme se caractérise par la volonté explicite de lutter contre l'insécurité en Hongrie. L'un des maîtres-mots de ce programme est la question de la "sécurité intérieure", qui souffre de plusieurs maux. La police, affaiblie par des problèmes financiers récurrents et donc en sérieux manque d'effectifs, n'est en général que peu appréciée par l'opinion publique. Cela s'explique notamment par son inefficacité flagrante dans plusieurs régions du pays, et se manifeste également par le peu d'intérêt d'éventuelles nouvelles recrues. Afin de rétablir la confiance de la société envers sa police, mais aussi de limiter le souhait de certains de recourir à des services de sécurité alternatifs, proposés par des groupes de milices armées, et de pouvoir avancer des résultats positifs dans la lutte contre la criminalité, la coopération avec la société civile est essentielle.

Le Premier Ministre Viktor Orbán a ainsi déclaré vouloir augmenter le nombre de policiers de 3000 nouvelles recrues dans les années à venir. La police compte actuellement 43.663 officiers, soit 1784 de moins que le système n'est supposé en comprendre. Selon l'ORFK (commissariat central de la police nationale), recruter le personnel manquant ou même augmenter la capacité totale la police nationale est à l'heure actuelle inimaginable pour des raisons financières. De plus il n'y a pas suffisamment de candidats suivant actuellement la formation de l'Ecole Nationale Supérieur de la Police nationale.

Le nombre de ses étudiants diminue d'année en année pour atteindre des chiffres en-deçà de mille étudiants par an à l'échelle nationale. Pourtant, dans le même temps, le nombre de candidats souhaitant devenir policier est 3 à 4 fois plus élevé. Ces derniers sont attirés par la sécurité de l'emploi, des conditions préférentielles de retraite et par le souhait, bien évidemment, d'accomplir des rêves d'enfant en matière de maintien de l'ordre. La moyenne d'âge au sein de la police nationale est de 33,8 ans, avec 13,5 ans de service en moyenne. La police manque donc

désormais de main d'œuvre expérimentée car, au delà de 40 ans, ses membres ont tendance à choisir une retraite attirante au lieu d'un emploi mal payé et peu apprécié par l'opinion publique. Notons que sur la liste d'appréciation des professions du service public, où les pompiers, les professeurs et les postiers arrivent en tête avec 90% de taux de satisfaction, les policiers sont très loin dans le classement avec 65% d'appréciation positive.

Toutefois, l'effectivité de la promesse de Sándor Pintér, ministre de l'Intérieur, d'augmenter la sécurité intérieure en accroissant l'efficacité de la police est difficilement mesurable. De plus atteindre des résultats remarquables sans dépasser le budget actuel ne va pas sans difficultés. Il existe cependant des programmes visant à intégrer de nouvelles recrues. Ces programmes passent par la formation et l'embauche de ressortissants des minorités, dans le cadre d'un plan d'intégration instauré par le gouvernement précédant. De plus, pour atteindre ses objectifs, la police nationale s'appuie fortement sur des organisations civiles, apparues pour la première fois en 1991, dans le but de maintenir la sécurité à l'échelon local. Dans les régions fortement touchées par la criminalité ou peu pourvues de patrouilles régulière de la police nationale, cette police civile effectue des interventions. L'effet positif de ces pratiques est incontestable du point de vue de la confiance et de l'appréciation publique. Notons que ce service de surveillance civile consiste en un travail bénévole et que les frais de fonctionnement de ces services, constitués en associations, sont financés par des subventions gouvernementales à raison de 720 millions de HUF par an à l'heure actuelle. C'est cette somme qu'il conviendrait d'augmenter pour atteindre 1 Mrd de HUF, selon les prévisions du ministre de l'Intérieur, manifestant ainsi le degré d'exigence et de confiance de la police nationale envers ce service civil. Un policier civil dispose de droits procéduraux limités, se cantonnant essentiellement à des actions de surveillance et de prévention.

L'adhésion à cette police civile est une solution attirante pour tous ceux qui souhaitent contribuer à l'amélioration de la sécurité locale. Elle permet toutefois à certaines milices de se constituer sous une apparente légalité, c'est le cas en particulier de la Magyar Gárda, qui cherche, depuis sa dissolution, à trouver le moyen de renaître sous des formes de fonctionnement légal. Entre 400 et 500 personnes revendiquant des opinions politiques d'extrême droite, ont déjà adhéré à des associations de service civil depuis la dissolution de la Magyar Gárda.

Kata Bors

- 1 vue

Catégorie

Agenda Culturel